

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0333 du Jeudi 15 Juillet 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

JO de Paris 2024

Sanofi devient sponsor premium

Sanofi devient sponsor des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. L'arrivée de ce nouveau sponsor fait grimper à ... • (Page 08)

Cryptomonnaies

La BCE lance le chantier de l'euro numérique

Le feu vert a été donné mercredi après-midi. L'euro va progressivement se développer virtuellement pour répondre au ... • (Page 08)



Africa Finance Corporation

• (Page 03)

Lutte contre la corruption

La HAPLUCIA apporte des précisions

Célébrée le 11 juillet de chaque année, la journée africaine de lutte contre la ... • (Page 02)

Infrastructures à Lomé

Trois 3 ouvrages d'eau potable bientôt disponibles

Les responsables du ministère de l'eau et de l'Hydraulique villageoise ont effectué une descente sur le terrain ... • (Page 04)

Digital World Water Congress

L'Afrique peut être une économie bleue dynamique

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Akinwumi A. Adesina, lors du Digital World ... • (Page 06)

Premier semestre 2021

L'ANVT fait la revue de ses activités

L'Agence Nationale du Volontariat au Togo, organise à partir de ce 14 juillet jusqu'au 16 juillet à Lomé, la revue de ses activités ... • (Page 11)

Le Togo devient actionnaire de l'AFC



Environnement

• (Page 04)

Vente aux enchères des produits forestiers saisis

SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Lutte contre la corruption

La HAPLUCIA apporte des précisions

Célébrée le 11 juillet de chaque année, la journée africaine de lutte contre la corruption a été marquée en différé cette année au Togo par une conférence débat organisée le 12 juillet 2021 à Lomé par la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA).



● Eyram AKAKPO

La célébration de la journée africaine de lutte contre la corruption de cette année est placée sous le thème « Communautés économiques régionales : acteurs essentiels de mise en œuvre de la convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ». Cette conférence débat était une occasion pour les premiers responsables de l'HAPLUCIA de présenter aux participants le bilan de la lutte contre la corruption au Togo. « Au titre de la prévention, nous sommes chargés de communiquer, sensibiliser, vulgariser les textes, proposer des mesures. Nous avons entamé cette mission par notre campagne nationale de sensibilisation, placée sous le thème Participation citoyenne à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées. Après avoir couvert la région maritime et celle de la Kara, la pandémie dite Covid-19, nous a imposé une année sabbatique. Cette année, nous avons pu reprendre et couvrir les régions des plateaux et centrale. A la fin du mois en cours, nous allons

clôturer cette campagne avec la région des savanes », a déclaré le président de la HAPLUCIA, Essohana Wiyao. « En outre, en collaboration avec l'institution nationale de la statistique et des études économiques et démographiques, nous avons réalisés une enquête sur le coût et la perception de la corruption au Togo dont le rapport a été validé en atelier technique le 06 août 2020. Enfin, je voudrais mentionner notre grand chantier de l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et les infractions assimilées, lancé officiellement le 21 mai 2021 », a-t-il ajouté avant de rappeler la double mission de prévention de l'institution. « Le premier budget d'équipement et de fonctionnement a été alloué au moyen de la loi des finances de 2018 et que l'institution n'est devenue opérationnelle à partir du dernier trimestre 2018. Elle a reçu la double mission de prévention et de répression ». Le Président de la HAPLUCIA a par ailleurs précisé que son institution n'a pas les pouvoirs de la police judiciaire. « Au titre de la

répression des actes de corruption, je voudrais préciser que la HAPLUCIA n'a reçu les pouvoirs de la police judiciaire, elle peut donc inquiéter la liberté d'aucun suspect. Concrètement, elle reçoit des plaintes et dénonciations, procède à une pré-instruction, puis elle transmet les cas avérés au procureur de la République compétent qui engage les poursuites. A ce jour nous avons transmis au parquet d'instance de Lomé, les CAN 2013, la route Lomé-Vogan-Afagnan et l'affaire de détournement des derniers publics à la direction des transports routiers et ferroviaires. Nous avons aussi investigué sur les allégations de détournement massif de fonds publics à la Préfecture de l'Avé. Nous avons pu documenter le détournement d'environ huit millions de FCFA, répartis entre quatre suspects qui ont reconnus plus au moins spontanément leurs fautes et remboursé les montants qui leur sont respectivement imputés. Nous avons donc clôturé cette affaire par un classement sans suite » a-t-il informé.

AUX DECIDEURS ...

Sécurité alimentaire et pandémie

Malgré une augmentation significative des efforts de durabilité des entreprises dans le secteur du cacao, il est presque impossible pour la plupart des consommateurs de chocolat de déterminer l'ampleur de la déforestation tropicale associée à ce plaisir coupable. La fève de cacao est l'ingrédient fondamental et irremplaçable du chocolat. Ces fèves proviennent d'arbres qui nécessitent des climats et des systèmes de pollinisation spécifiques. Des conditions qui se trouvent à l'intérieur et autour des écosystèmes de la forêt tropicale.

Alors que la demande mondiale de chocolat augmente en raison de la sensibilisation croissante aux avantages potentiels pour la santé du chocolat noir et de la hausse des revenus disponibles dans les économies émergentes, les exploitations de cacao sont devenues les derniers points chauds de la biodiversité.

Le cacao est généralement produit dans de petites exploitations, car il est difficile d'introduire des machines pour faire le travail. Les cacaoyers nécessitent une taille régulière et des traitements chimiques pour combattre les parasites et les maladies. En outre, le fruit qui produit les fèves de cacao mûrit par intermittence, de sorte que les agriculteurs récoltent à la main. Personne ne sait précisément combien de cultivateurs de cacao opèrent dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

En raison des complexités du régime foncier local, les limites des exploitations ne sont généralement pas enregistrées publiquement. En l'absence d'une carte publique des petits exploitants de cacao, il est difficile de savoir précisément d'où provient le cacao, indique The Conversation pour qui la réponse la plus récente de l'industrie du chocolat (140 milliards de dollars US) au défi de la déforestation a été la création de programmes de durabilité pour ses chaînes d'approvisionnement directes. Cependant, les estimations suggèrent qu'au moins la moitié de l'approvisionnement en cacao en Côte d'Ivoire provient de sources indirectes.

L'approvisionnement indirect signifie que le cacao est acheté par l'intermédiaire de négociants locaux, dont plusieurs opèrent de manière informelle avec une surveillance publique limitée. On sait très peu de choses sur ces négociants locaux, bien qu'ils aient généralement souvent la mauvaise réputation de profiter des agriculteurs vulnérables qui ont besoin d'argent immédiatement.

Les programmes de durabilité visent souvent à éliminer ces intermédiaires. Cependant, en raison de la prévalence de la chaîne d'approvisionnement indirecte, cette solution pourrait entraîner un chômage important et des implications socio-économiques connexes dans les zones où l'économie rurale dépend entièrement de la production et du commerce du cacao.

Le cacao est l'un des secteurs les plus consolidés au monde, avec trois entreprises qui contrôlent 60 % du cacao commercialisé dans le monde. Ces entreprises ne sont pas orientées vers les consommateurs, avec des marques connues, et pour beaucoup de gens, elles peuvent être « la plus grande entreprise dont vous n'avez jamais entendu parler », selon Ian Welsh d'Innovation Forum.

Selon the Conversation, cette situation est porteuse d'opportunités, mais aussi de risques. D'une part, les entreprises s'associent de plus en plus avec les gouvernements, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile pour atteindre les objectifs de durabilité. D'autre part, les grands acteurs de l'industrie cacaoyère ont de plus en plus tendance à abandonner les normes de durabilité de tierces parties telles que le commerce équitable, et optent plutôt pour la conception et la mise en œuvre de leurs propres programmes d'approvisionnement durable.

Bien qu'il existe des artisans chocolatiers fabriquant de petits lots de produits chocolatés de la fève à la barre, la grande majorité des consommateurs de chocolat restera dans l'ignorance et peu outillée pour déterminer l'impact de ses achats tant que les gouvernements, l'industrie et les consommateurs n'exigeront pas davantage de responsabilités éthiques.

Pour la plupart des produits chocolatés conventionnels, il reste impossible de retracer l'origine du cacao dans la mesure requise pour déterminer la déforestation. Toutefois, des évaluations indépendantes telles que la Chocolate Scorecard font de grands progrès en matière de transparence pour les consommateurs désireux d'acheter du chocolat « éthique ».

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Africa Finance Corporation

Le Togo devient actionnaire de l'AFC

Africa Finance Corporation, le principal fournisseur de solutions d'infrastructure en Afrique, a accueilli, le 13 juillet 2021, la Banque Centrale de Guinée et la République Togolaise comme ses plus récents actionnaires, renforçant ainsi la représentation panafricaine de l'AFC.

• Joël YANCLO

Depuis que le Togo est devenu membre de l'AFC en 2018, la Corporation a investi 30 millions d'euros dans le projet Kekeli Efficient Power, la première centrale électrique au gaz à cycle combiné du pays, qui produira suffisamment d'électricité pour répondre à 35% des besoins énergétiques du Togo. La Corporation a également investi 150 millions de dollars US dans la création de chaînes de valeur pour les industries togolaises de la transformation alimentaire, du textile, de la pharmacie, de l'automobile et du recyclage en tant que co-développeur de la Plateforme Industrielle d'Adétikope (PIA) récemment inauguré en partenariat avec Arise IIP. Grâce à ce projet d'écosystème unique en son genre, passant de l'approvisionnement en matières premières, la fabrication et l'exportation de produits à valeur ajoutée, la zone économique spéciale du Togo devrait de générer 750 millions de dollars de PIB supplémentaire, 1 milliard de dollars d'exportations et créer 35000 emplois. « L'AFC a été un partenaire de développement essentiel dans son soutien aux sec-



teurs clés de notre économie, y compris l'électricité, les transports et la logistique », a souligné le Ministre des Finances, Sani Yaya. « Devenir actionnaire de l'AFC représente une étape naturelle pour l'avenir visant à renforcer davantage le partenariat qui existe entre le Togo et la Corporation ». En tant qu'un des premiers États membres de l'AFC en 2008, l'AFC a investi environ 300 millions de dollars américains en Guinée, pour stimuler des opportunités d'emploi

et de développement économique durable. La vente des vastes ressources minérales du pays. Parmi les projets de développement cofinancés par l'AFC, il y a la mine de bauxite Alufer en 2017, l'un des plus importants investissements étrangers dans le pays d'Afrique de l'Ouest depuis la crise Ebola de 2014, au valeur de 205 millions de dollars américains. Dr.Louncény Nabe, Gouverneur de la Banque Centrale de Guinée a déclaré que « les investissements dans les

infrastructures réalisés par l'Africa Finance Corporation ont contribué énormément au développement économique de notre pays, et nous aspirons à un engagement et à un partenariat renforcé avec la Corporation ». « Cet investissement démontre notre engagement et notre confiance en l'AFC en tant qu'institution panafricaine ayant fait ses preuves dans la réalisation de projets d'infrastructure transformateurs sur le continent », a-t-il ajouté. En tant

qu'actionnaires, le Togo et la Guinée devraient bénéficier d'un investissement accru de la part de l'AFC ainsi que d'une part des rendements supérieurs ajustés aux risques de la Corporation et de paiements de dividendes compétitifs. Pour AFC, les nouveaux investissements renforceront le levier de financement de la Corporation sur les marchés financiers internationaux, ce qui se traduira par une augmentation des investissements dans les pays membres et le reste du continent. Pour sa part, Samaila Zubairu, Président et Directeur Général de l'AFC, a souligné : « Nous sommes ravis d'accueillir la République de Guinée et la République Togolaise en tant qu'actionnaires à l'Africa Finance Corporation. Outre les projets en cours, nous visons à étendre notre présence dans les deux pays avec un portefeuille actif de projets dans les ressources naturelles, les énergies renouvelables, les transports et la logistique. Ces investissements en actions dans l'AFC aident à faciliter nos opérations alors que nous nous travaillons avec les gouvernements africains pour fournir les infrastructures essentielles nécessaires à la reprise économique résiliente après le

COVID-19 ».

À propos de l'AFC

L'AFC a été fondée en 2007 dans le but de stimuler les investissements du secteur privé dans les infrastructures à travers l'Afrique. Il s'agit de la deuxième institution financière multilatérale la mieux notée en Afrique. La politique d'investissement de l'AFC repose sur une connaissance approfondie du secteur et met l'accent sur les conseils financiers et techniques, la structuration et le développement des projets et le capital-risque ; elle vise à répondre aux besoins de développement des infrastructures et à assurer une croissance économique durable en Afrique. L'AFC investit dans des infrastructures de haute qualité qui fournissent des services clés aux secteurs essentiels tels que l'énergie, les ressources naturelles, l'industrie lourde, les transports et les télécommunications. À ce jour, AFC a investi plus de 8,7 milliards de dollars américains dans des projets répartis dans 35 pays d'Afrique. www.afri-cafc.org



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Infrastructures à Lomé

Trois 3 ouvrages d'eau potable bientôt disponibles

Les responsables du ministère de l'eau et de l'Hydraulique villageoise ont effectué une descente sur le terrain pour constater l'état d'avancement des travaux de trois grands ouvrages ce lundi 12 Juillet 2021 à Lomé. Cette descente a permis de noter une avancée notable des travaux du nouveau château d'eau modulaire de Boka Nyékonakpoè, de la réhabilitation de l'ancien château d'eau de Bè et le nouveau château d'eau modulaire à Agoè Adjougba.

● Bernard AFAWOUBO

Au Togo, le gouvernement ne ménage aucun effort pour la réalisation de sa vision contenue dans la feuille de route quinquennale 2020-2025. L'une des préoccupations des autorités du pays est de fournir de l'eau potable à toute la population togolaise. C'est dans ce cadre qu'un projet d'urgence de renforcement de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Lomé a été initié par les autorités du pays. Pour atteindre cet objectif, le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise est très actif sur le terrain. C'est dans cette optique qu'une équipe du ministère a effectué une visite de terrain ce mardi 13 Juillet 2021 à Lomé. Au total trois chantiers ont été visité notamment les travaux du nouveau château d'eau modulaire de Boka Nyékonakpoè, de la réhabilitation de l'ancien château d'eau de Bè et le nouveau château d'eau modulaire à Agoè Adjougba. A l'issu de cette visite, il ressort que le résultat est encourageant et les efforts déployés portent déjà de fruits. A en croire Kpandja Adoh, Directeur de la planification étude et contrôle à la Togolaise des Eaux (TdE), l'état d'avancement est estimé à 91%. Bientôt la distribution de l'eau potable aux populations. « Le forage est réalisé, le réseau d'aduction vers le réservoir est également réalisé, il ne reste qu'à installer la pompe et les armoires électriques et le système de traitement au niveau du local technique pour pouvoir traiter l'eau et débiter la distribution. On a eu à faire un nouveau réseau de distribution pour raccorder aux réseaux de distribution existants. Cela couvre environ 5 000 à 7 000 personnes », a-t-il indiqué. Concernant



les travaux qui sont en cours dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien château de Bè consistent à renforcer ce qui est déjà là. Il a été constaté qu'un forage est réalisé et raccordé au château. Ce forage est d'une capacité de 3000 m³, un débit de 216 m³/h et va desservir les zones de Bè, Baguida et du Port. Selon Tchédre Djori, chef service production TdE au château de Bè, le réservoir est alimenté par est alimenté par le réservoir de l'Université de Lomé. Il a fallu renforcer cela avec ce nouveau forage. Au sein de l'école primaire publique d'Adjougba à Agoé, un château d'eau modulaire est construit. Sa capacité, 500 m3 extensible à 1000 m3 et le taux de réalisation signalé est de 99%. Soulignons que ce château d'eau est opérationnel déjà, mais



reste des raccordements supplémentaires dont les travaux sont en cours dans la zone. A côté du château, est en cours de construction un laboratoire en vue d'améliorer le suivi et le traitement des eaux usées, est en construction au centre de production d'eau de Cavaveli (Lomé). Financés par le gouvernement togolais à travers le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV) à hauteur d'un milliard, cent millions (1.100.000.000) FCFA, ces ouvrages vont permettre d'améliorer les conditions de vie des populations. Ces ouvrages dont partie de la longue liste de réalisation de sites de fourniture d'eau potable sur toute l'étendue du territoire tout en prenant compte des zones rurales.

Environnement

Vente aux enchères des produits forestiers saisis

Au Togo, le ministère de l'environnement et des ressources forestières organise du 21 juillet au 15 août 2021, une vente aux enchères publiques des produits forestiers saisis sur toute l'étendue du territoire national. L'opération qui se déroulera conformément aux dispositions du code forestier, couvrira toutes les régions excepté les Savanes.

● Nicole ESSO

Le programme détaillé par préfecture est d'ores et déjà affiché dans les démembrements régionaux et préfectoraux du ministère, et la vente se fera "au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% en sus". Pour rappel, l'exportation de produits forestiers de sciage sous forme brute ou semi brute est désormais est interdite au Togo. Cette mesure, annoncée en Conseil des ministres, a été officialisée par un décret présidentiel. Il s'agit de l'une des mesures choisies par l'exécutif, pour préserver le couvert végétal national, qui a connu ces dernières années une sérieuse dégradation. De même, une vaste campagne de reboisement massif, destinée à planter un milliard d'arbres au cours de la décennie prochaine,



est désormais une réalité au Togo. L'objectif derrière ce reboisement intensif, est de "gagner le pari d'un développement durable et profitable aux populations", à l'heure où la préservation et la gestion durable des ressources forestières et la reconstitution du couvert forestier national est devenu un sujet de tout premier ordre. Pour préserver son couvert végétal, le Togo a initié depuis 1977, la

Journée Nationale de l'Arbre célébrée chaque 1er juin, par la mise en terre de plants et essences, et des activités de sensibilisation. A cela s'est ajoutée à partir de 2015, la réalisation de l'inventaire forestier national qui permet entre autres, de mieux planifier les futures actions de gestion durable des ressources forestières.

Marché financier régional

25 milliards FCFA dans le viseur du Togo

Le Togo a émis ce mercredi 14 juillet sur le marché Umoa-Titres, des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) pour tenter de mobiliser 25 milliards FCFA.

A cet effet, jusqu'au 23 juillet prochain où l'opération devrait être bouclée d'après l'agence Umoa-Titres, les investisseurs de l'espace communautaire Umoa sont encouragés à souscrire les titres publics du Togo émis sur une maturité de 10 ans (120 mois), avec 10.000 FCFA comme nominal. Les obligations qui seront souscrites, vont produire des intérêts au taux annuel de 6,2%. Les fonds mobilisés devraient servir à relancer l'économie togolaise post-Covid-19, apprend-on. « La présente émission dénommées « Obligations de Relance OdR » vise à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement



de son budget dans le cadre de son plan de relance économique, contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire », indique l'agence Umoa-Titres. Cette opération devrait être la première sortie du Togo sur le marché régional financier ce troisième trimestre de l'année, où le pays compte mobiliser 110 milliards FCFA. Hormis

les ressources à collecter au cours de ce trimestre, notons que le pays ouest africain devra également rembourser près de 200 milliards FCFA au titre du service de la dette contractée sur le Marché des Titres Publics (MTP). Pour rappel, entre avril et juin, le pays a réussi à lever sur le marché financier, 183 milliards FCFA contre des prévisions de 165 milliards FCFA. Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



AGENCE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES AGROPOLES AU TOGO

DIRECTION GENERALE

Invitation à soumissionner [IAS]

IAS N° : 001/2021/APRODAT/PRMP/PTA-TOGO
 Maître d'Ouvrage : Agence de promotion et de Développement des Agropoles au Togo (APRODAT)
 Projet : Projet de Transformation Agro-alimentaire du Togo (PTA-TOGO)
 Nom du Marché : Travaux de construction des Centres de Transformation Agricoles (CTA)
 Pays : TOGO
 Prêt N° : Prêt FAD : n°2100150039795/ Prêt FAT : n°5900150002151/ Etat togolais.
 Méthode de passation de Marché : Appel d'Offres international ouvert (AOIO)
 AOIO : 001/2021/APRODAT/PRMP/PTA-TOGO
 Émis le : 02 Juillet 2021

- Le présent Avis d'appel d'offres international ouvert (AAOIO) fait suite à l'avis général de passation des marchés révisé (AGPM) N°002/2019/APRODAT/PRMP/PTA-TOGO paru dans *Development Business* en ligne le 12 juillet 2019 et dans le quotidien national Togo-Presse le 16 juillet 2019.
- Le Gouvernement de la République a reçu des prêts de la Banque Africaine de Développement ci-après dénommée la Banque pour couvrir le coût du Projet de Transformation Agro-alimentaire du Togo (PTA-TOGO), et a l'intention d'utiliser une partie de ces prêts, pour effectuer des paiements au titre des Marchés pour lesquels le présent Appel d'Offres est émise.
- L'Agence de Promotion et de Développement des Agropoles au Togo, sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour les Travaux de construction des Centres de Transformation Agricoles (CTA), répartis en **trois (03) lots** suivants :

Intitulés	Communes	Préfectures
LOT 1		
Travaux de construction du CTA de Kabou	Bassar 3	BASSAR & DANKPEN
Travaux de construction du CTA de Sanda Kagbanda	Bassar 4	
Travaux de construction du CTA de Nawaré	Dankpen 3	
Intitulés	Communes	Préfectures
LOT 2		
Travaux de construction du CTA de Nampoch	Dankpen 1	DANKPEN
Travaux de construction du CTA de Kouka		
Travaux de construction du CTA de Koutchéchéou	Dankpen 2	
Travaux de construction du CTA de Natchiboré (Site Namon)		
LOT 3		
Travaux de construction du CTA de Tchoré	Doufelgou 3	DOUFELGOU
Travaux de construction du CTA de Broukou		
Travaux de construction du CTA de Kanté	Kéran 1	KERAN
Travaux de construction du CTA de Adélo (Site Ataloté)	Kéran 2	

Le délai d'exécution est de six (06) mois pour chaque lot.

Les variantes ne sont pas autorisées.

- Les candidats intéressés pourront soumissionner pour un seul lot ou pour l'ensemble des trois lots.
NB : Un candidat peut soumissionner pour plusieurs lots et en être attributaire à condition de satisfaire aux critères de qualification cumulés pour l'ensemble des lots pour lesquels il aura été évalué moins disant. Le Maître d'Ouvrage évaluera et comparera les offres par lot et combinaison de lots, afin de déterminer la combinaison de marchés attribués de moindre coût.
- La procédure sera conduite par la mise concurrence internationale ouverte en recourant à un appel d'Offre International Ouvert (AOIO) telle que définie dans le cadre de passation des marchés de la Banque Africaine de Développement, des Travaux de taille moyenne, Version Août 2020, et ouverte à tous les Soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Cadre de Passation des Marchés.
- Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Agence de promotion et de Développement des Agropoles au Togo (APRODAT), 1115 Bd du Haho, 2^{ème} étage de l'immeuble en face du grand marché de Hédzranawé, près de l'UTB, Email : aprodat.togo@gmail.com et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics**, Tél : (+228) 90 48 84 06, durant les heures de travail de **08 heures à 12h les matins** et de **15 heures à 17 heures les après-midis**.
- Le Dossier d'Appel d'Offres en **langue française** peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **100 000 F CFA**. La méthode de paiement sera faite en **espèces contre reçu** et le dossier remis main à main.
- Les Offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous au secrétariat de la personne responsable des marchés publics, au plus tard **le 18 août 2021 à 10 heures 00 mn TU**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. **La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée**. Les offres seront ouvertes **le 18 août 2021 à 10 heures 30 mn TU** en présence des représentants des Soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse suivante : **Salle de réunion de l'APRODAT, 1115 Bd du Haho, 2^{ème} étage de l'immeuble en face du grand marché de Hédzranawé, près de l'UTB Tél : (+228) 90 48 84 06.**
- Les Offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission délivrée nécessairement par une banque nationale ou étrangère ayant une représentation au Togo ; les montants de ces garanties de soumission sont respectivement de :
 - **32 380 000 F CFA pour le lot 1 ; et**
 - **43 100 000 F CFA pour chacun des lots 2 et 3.**
 Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent quarante (140) jours à compter de la date limite du dépôt des offres conformément à la clause IS 18.1 des DPAO.
- Les exigences en matière de qualifications sont : **Voir les données particulières de l'appel d'offres pour les informations détaillées.**
- Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :
L'Agence de Promotion et de Développement des Agropoles au Togo - (APRODAT)
1115 Bd du Haho, 2^{ème} étage de l'immeuble en face du grand marché de Hédzranawé
La Personne Responsable des Marchés Publics : Dr. Ari Edem AKOUVI
Ville : Lomé
Pays : Togo
Numéro de téléphone : + 228 90 48 84 06
Adresse électronique : aprodat.togo@gmail.com

Lomé, le 02 juillet 2021.

Personne Responsable des Marchés Publics



Dr. Ari Edem AKOUVI

Digital World Water Congress**L'Afrique peut être une économie bleue dynamique**

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Dr Akinwumi A. Adesina, lors du Digital World Water Congress organisé par l'International Water Association (IWA), le 1er juin 2021, a vanté les potentialités du continent africain en matière d'économie bleue. Pour lui, « le continent africain peut facilement être une économie bleue dynamique... »

● **Eyram AKAKPO**

Selon les chiffres de la Banque africaine de développement, trente-huit pays du continent africain sont bordés par l'océan ou la mer, mais pour 70% d'entre eux les zones économiques exclusives maritimes sont largement sous-exploitées. Les zones maritimes sous juridiction africaine couvrent environ 13 millions de km² et environ 6,5 millions de km² du plateau continental. Dans une vidéo diffusée le 1er juin dernier lors du « Digital World Water Congress » organisé par l'International Water Association (IWA), le président de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, vante les potentialités du continent en matière d'économie bleue. A en croire le président de l'institution financière, les potentialités de l'Afrique en matière d'eau restent largement sous-exploitées bien que leur contribution au développement inclusif du continent ne soit plus à démontrer. « L'économie bleue est confrontée à des défis liés à la faiblesse des cadres politique et réglementaire, aux activités humaines non durables telles que la surpêche, la pollution et l'érosion



côtière. Cela compromet la santé humaine et la sécurité alimentaire », a indiqué Adésina. « Le continent africain peut facilement être une économie bleue dynamique. Le secteur de la pêche emploie, à lui seul, douze millions de personnes -le plus grand des secteurs de l'économie bleue africaine-, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle à plus de 200 millions d'Africains, et générant une valeur ajoutée estimée à 24 milliards de dollars américains, ce qui représente près de 1,26% du produit intérieur brut de l'Afrique », a-t-il poursuivi. La Banque africaine de développement encourage les pays africains à répondre de manière proactive à la menace de pénurie d'eau en innovant sur les techniques de gestion d'eau, en renforçant sa gouvernance et en reconnaissant la valeur de cette ressource limitée. Depuis 2010, la Banque a

investi environ 6,2 milliards de dollars dans la fourniture de services d'approvisionnement en eau et assainissement, avec un portefeuille actif de 4,3 milliards de dollars à la fin de 2020, comprenant une centaine de projets nationaux répartis dans 40 pays africains et six projets multinationaux. « Il est également temps pour les pays développés de faire leur part et de respecter les 100 milliards de dollars par an de financement climatique promis aux pays en développement, et de veiller à ce qu'au moins la moitié de cette somme soit consacrée à l'adaptation au changement climatique », appelle ainsi le président de la Banque africaine de développement. Le Digital World Water Congress est une conférence qui rassemble les professionnels et décideurs œuvrant dans le secteur de l'eau à l'échelle mondiale.

Nigeria**5,6 millions USD de recettes ferroviaires en 1 an**

Ayant placé le transport ferroviaire au cœur de sa politique de développement, le Nigeria continue de faire d'énormes investissements pour mailler le territoire en rail. Et déjà, le pays constate un aménagement des revenus issus de l'exploitation des chemins de fer, alors que les grands chantiers ouverts se poursuivent.

La Nigerian Railway Corporation (NRC) affiche une performance satisfaisante par rapport à l'exploitation des chemins de fer du pays sur la période qui s'étend d'avril 2020 à mars 2021. Les chiffres rendus publics par le Bureau national des statistiques (NBS) du Nigeria révèlent que les revenus générés par le transport ferroviaire, au cours de ces 12 mois, se sont établis à 2,3 milliards de nairas (environ 5,6 millions USD). C'est un chiffre d'affaires record porté par le trafic passager, pourtant en baisse par rapport aux années antérieures. Une baisse tirée notamment par la chute des mouvements



de voyageurs au premier trimestre 2021 avec un total de 424 460 passagers enregistrés contre 647 055 au premier trimestre 2020. Cela n'a néanmoins pas empêché le flux des voyageurs empruntant le réseau ferroviaire de générer un total de 2 milliards de nairas sur la période considérée. Alors que le trafic de fret n'a rapporté que 300 millions de nairas. Ce qui, selon certains analystes, traduit le fait « que le pays n'a pas encore pleinement ex-

ploré le système de fret ferroviaire ». Selon le ministre nigérian des Transports Rotimi Amaechi, l'exploit réalisé quant à l'augmentation des recettes ferroviaires pourrait être attribué à l'implémentation en janvier dernier d'un nouveau système de billetterie électronique sur la ligne Abuja – Kaduna. « Avant l'introduction de la billetterie électronique, nous réalisions un bénéfice mensuel de 70 à 90 millions de nairas après déduction des coûts, mais maintenant nous générons environ 120 millions de nairas », a-t-il déclaré, indiquant que la NRC vise un chiffre d'affaires de 5,3 milliards de nairas en 2021.

Avec Agence Ecofin

UEMOA / Banques**Hausse du bénéfice global d'environ 20% en 2020**

Le résultat net du secteur bancaire de l'UEMOA s'est accru de 19,8% comparative-ment à 2019, selon les données du rapport annuel de la Commission bancaire. Il s'établit à 551,8 milliards de FCFA (environ 994 millions USD), contre 460,6 milliards en 2019 dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19. Selon le document de 312 pages consulté par Financial Afrik, les banques ivoiriennes ont dégagé un bénéfice de 242,5 milliards (près de 45%), trônant en tête de liste loin devant celles du Burkina (92,5 milliards), du Sénégal (85,4 milliards), et du Mali (61,9 milliards). Les institutions béninoises ont enregistré un bénéfice de 24,5 milliards, juste devant celles du Niger (23,9 milliards). Les marchés togolais et bissau-guinéen



sont derniers avec respectivement 18,4 milliards et 2,8 milliards de FCFA de résultat net. Pour sa part, le produit net bancaire de l'Union s'est chiffré à 2.347,7 milliards de FCFA en 2020, en hausse de 8% en rythme annuel. Et le coefficient net d'exploitation a baissé pour afficher 64,3% en 2020 contre 66,7% en 2019, d'après la Commission bancaire. « Le total de bilan des établissements de crédit en activité est ressorti

à 47.718,5 milliards, soit une croissance de 14,8% par rapport à 2019. Les emplois nets se sont accrus de 14,9% pour atteindre 41.460,7 milliards, dont 60,3% de crédits à la clientèle et 25,9% de titres de placement », précise la même source. En 2020, le système bancaire des 8 pays ouest-africain ayant le Franc CFA en commun a été animé par 149 établissements de crédit agréés en activité.

Avec financialafrik.com

E-learning**Le Bénin s'interconnecte à la dorsale WACREN**

Depuis ce 9 juillet, le Bénin, le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire ont rejoint le Ghana, le Nigéria et le Togo en se connectant au Réseau de recherche et d'éducation de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACREN). La communauté de recherche et d'éducation de ces trois pays d'Afrique occidentale pourra désormais accéder à des infrastructures et des services numériques de classe mondiale pour leur développement.



● **La Ministre du numérique et de la digitalisation, Aurelie Adam Soulé Zoumarou**

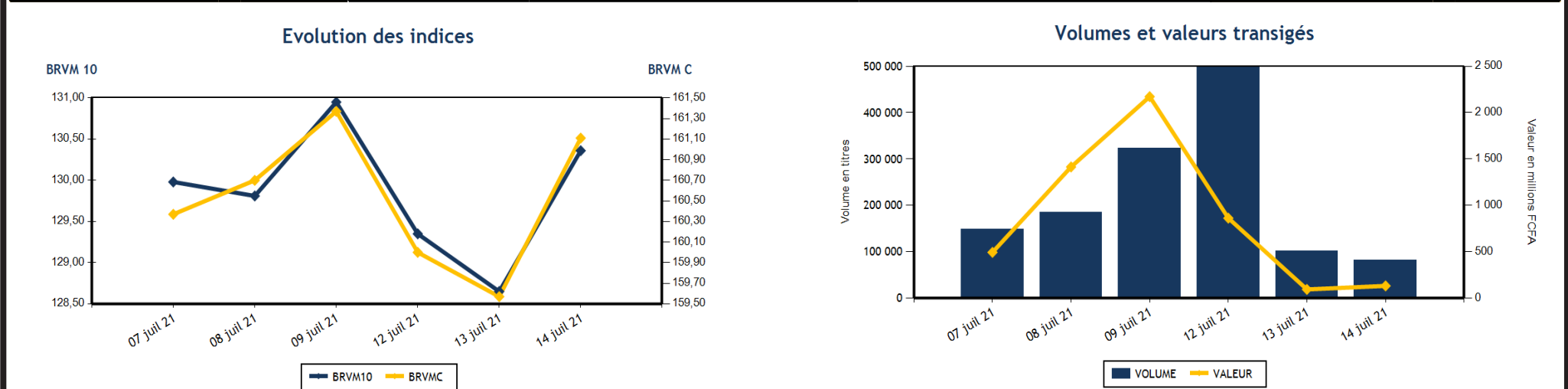
Le Bénin fait partie des trois pays d'Afrique occidentale à se doter d'un réseau de communication de données à haut débit pour la recherche et l'éducation. En effet, depuis le 1er février 2019, le Bénin signait son adhésion au WACREN. A partir de ce moment, le Réseau Béninois d'Education et de Recherche (RBER) a été mis en place. Il réunit 10 sites universitaires dans tout le pays, desservis par un réseau capillaire de 45km de fibre optique et 24km de câble cuivre. Au total, 752 points d'accès wifi ont été installés pour faciliter la connectivité dans les universités. « L'activation de la connexion du Réseau Béninois d'Education et de Recherche à la

dorsale du WACREN nous permet de donner du contenu aux infrastructures mises en place par le gouvernement pour faciliter l'accès au savoir et le partage de connaissances à la communauté universitaire du Bénin », se satisfait la Ministre du numérique et de la digitalisation, Aurelie Adam Soulé Zoumarou. Selon elle, cette interconnexion permettra d'impacter plus de 119 000 étudiants et 2 500 membres du corps enseignants au Bénin. En plus du Burkina-Faso et de la Côte d'Ivoire, c'est plus d'un million de personnes qui seront concernées. A ces communautés, l'accès à ce réseau permettra de bénéficier d'une connectivité internet haut débit et

des outils numériques. De quoi faciliter les collaborations scientifiques entre eux et leurs collègues du monde entier dans le but de solutionner des problèmes concrets dans divers domaines. « En étant relié au WACREN, le RBER contribuera à créer et gérer les systèmes et des plateformes permettant une collaboration scientifique mondiale et un accès universel aux ressources éducatives numériques », renchérit la Ministre. Après le Bénin, le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire, le Mali est attendu pour rejoindre très bientôt le WACREN.

Avec CIO Mag

BRVM 10	130,36	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 134 mercredi 14 juillet 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	161,11
Variation Jour	↑ 1,33 %		Variation Jour	↑ 0,97 %
Variation annuelle	↓ -0,40 %		Variation annuelle	↑ 10,83 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 848 654 707 106	0,97 %
Volume échangé (Actions & Droits)	82 307	-17,11 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	130 201 449	68,74 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	23	27,78 %
Nombre de titres en baisse	6	-60,00 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 595	7,41 %	59,50 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	510	7,37 %	155,00 %
SICOR CI (SICC)	2 990	7,36 %	143,09 %
SAFCA CI (SAFC)	585	7,34 %	108,93 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	420	6,33 %	82,61 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	77,93	0,67 %	114,98 %	13 822	37 923 605	17,19
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	420,08	1,16 %	2,34 %	11 341	33 612 015	6,94
BRVM - FINANCES	15	59,42	1,02 %	-0,95 %	29 380	26 658 929	11,88
BRVM - TRANSPORT	2	414,49	0,00 %	9,45 %	20	34 000	6,88
BRVM - AGRICULTURE	5	154,36	-1,02 %	78,37 %	13 757	17 473 815	10,19
BRVM - DISTRIBUTION	7	287,68	1,82 %	27,05 %	13 531	14 189 005	18,52
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	839,04	-4,23 %	142,86 %	456	310 080	3,94
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,21	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	10,01	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	92	
Volume moyen annuel par séance	214 968,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 248 810 755,78	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 774 114 957 798	0,05 %
Volume échangé	100	-93,82 %
Valeur transigée (FCFA)	1 010 000	-93,75 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 760	-5,64 %	97,14 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 000	-1,72 %	24,22 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	730	-1,35 %	21,67 %
PALM CI (PALC)	4 250	-1,05 %	88,89 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 500	-0,33 %	33,33 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,58	
Ratio moyen de satisfaction	20,47	
Ratio moyen de tendance	3 531,32	
Ratio moyen de couverture	2,83	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,89	
Nombre de SGI participantes	27	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Cryptomonnaies

La BCE lance le chantier de l'euro numérique

Le feu vert a été donné mercredi après-midi. L'euro va progressivement se développer virtuellement pour répondre au succès des cryptomonnaies.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mercredi le lancement d'un projet pilote de deux ans en vue d'introduire à plus longue échéance l'euro numérique, conçu comme une réponse à la dématérialisation croissante des paiements et à la multiplication des cryptomonnaies. L'institut va lancer la «phase d'investigation» du projet d'euro numérique qui a pour objectif d'offrir la «forme de monnaie la plus sûre», celle de la «monnaie de banque centrale», selon un communiqué publié à l'issue d'une réunion du conseil des gouverneurs à Francfort. La décision ferme sur le lancement d'un euro numérique interviendra seulement après cette phase exploratoire, ajoute le communiqué. Neuf mois après la publication d'un rapport préliminaire et une vaste consultation publique, la BCE a décidé de «passer à la vitesse supérieure et de lancer le projet de l'euro numérique», selon sa présidente Christine Lagarde. La BCE s'engage au moment où d'autres grandes banques centrales, en Chine et aux États-Unis, travaillent aussi à l'émission de leur propre cryptomonnaie. L'institution francfortoise craint aussi que des monnaies virtuelles, privées ou nationales, puissent saper l'influence de la monnaie unique européenne. En jugeant lors des 24 mois à venir la faisabilité d'un projet pharaonique, le plus important depuis le lancement de l'euro en 1999, la BCE voudra s'assurer que l'euro numérique réponde



aux «besoins des Européens» : une monnaie facile à utiliser, sécurisée, efficace, «tout en contribuant à prévenir les activités illicites et en évitant tout impact indésirable sur la stabilité financière et la politique monétaire». «Nous avons décidé de lancer un projet pour préparer l'émission éventuelle d'un euro numérique. Nous examinerons comment un euro numérique pourrait être conçu et distribué à tous les habitants de la zone euro, ainsi que l'impact qu'il aura», a tweeté la BCE.

Lancement effectif dans 5 ans

D'ici deux ans, la BCE devra décider si elle engage la mise en œuvre opérationnelle du projet, en travaillant alors avec les fournisseurs de technologie et les banques. «Notre objectif est d'être prêt au bout de ces deux ans à commencer à développer un euro numérique, ce qui pourrait prendre environ trois ans», a déclaré mercredi Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE. Cela aboutirait à un lancement effectif autour de 2025/26. Avec l'euro numérique, les consommateurs pourraient

régler des achats à la caisse d'un supermarché, en ligne via une application sur smartphone, également hors ligne à l'aide de cartes de paiement similaires à la carte de débit. Comme il ne faudra pas non plus aggraver la fracture numérique au sein des sociétés, l'euro numérique «ne remplacera pas» l'argent liquide. Les banques commerciales ou d'autres acteurs financiers régulés devraient se voir confier la gestion des comptes de clients en monnaie de banque centrale, selon «un modèle économique» qui reste à définir, ajoute le communiqué. De même l'infrastructure informatique soutenant doit encore être arrêtée. «Aucun obstacle technique n'a été identifié lors de la phase d'expérimentation préliminaire», selon la BCE. Tant le système centralisé de paiements instantanés «TIPS», utilisé depuis 2018 en Italie, que des alternatives se servant d'une chaîne de blocs décentralisés (ou «blockchain») «se sont avérés capables de traiter plus de 40'000 transactions par seconde», assure l'institut.

(AFP)

Banque en ligne

Fortuneo propose d'ouvrir un compte avec un selfie

En se prenant en photo pour justifier de leur identité, les nouveaux clients de Fortuneo peuvent désormais avoir accès directement à leur compte Fosfo sans avoir à faire un virement au préalable. De quoi permettre à la banque en ligne de s'ouvrir à une cible nouvelle.

S'inscrivant dans les pas de la Société Générale, premier établissement à obtenir l'aval de la CNIL en 2018, Fortuneo annonce ce 13 juillet s'être doté d'un nouveau parcours d'ouverture de compte à distance. Il permet à ses nouveaux clients de justifier de leur identité en se prenant en photo. Loin d'être anecdotique ou gadget, ce procédé, que l'on a découvert en France grâce notamment à la néobanque N26, simplifie grandement l'ouverture d'un compte en ligne. Le selfie vidéo permet en effet à l'internaute - en l'occurrence du mobinaute puisque cela se passe sur l'application mobile de For-

tuneo - de s'affranchir de la nécessité de télécharger des copies de plusieurs documents justificatifs de revenu, de domicile et d'identité. En complément du selfie, seule une carte d'identité, un passeport ou un titre de séjour est demandée.

Une ouverture de compte en 7 minutes pour Fosfo

Mais l'autre intérêt pour Fortuneo est de s'ouvrir ainsi à de nouveaux clients, ceux qui n'ont plus ou pas encore de compte bancaire. En effet le selfie vidéo remplace aussi le premier virement initié depuis un compte bancaire au nom du client. A défaut

d'une vérification en temps réel, cette obligation permet aux enseignes à distance de s'assurer qu'une banque avait bien déjà procédé au contrôle de l'identité de leurs nouveaux clients. Mais, en contrepartie, l'étape du virement rendait impossible l'ouverture immédiate du compte. C'est pourquoi avec le selfie de contrôle, Fortuneo promet une ouverture « instantanée » et en « 7 minutes ». La banque en ligne, filiale du Crédit Mutuel Arkéa, conserve bien sûr le droit de refuser un client. Dans le détail, l'identification par selfie consiste à prendre une série de poses devant la caméra de son téléphone portable.

Avec moneyvox.fr

Tesla

Elon Musk devant un tribunal pour l'acquisition de SolarCity

L'entrepreneur est poursuivi par des investisseurs qui estiment qu'il a failli à ses devoirs quand il a décidé que Tesla rachèterait le fabricant de panneaux solaires en 2016.

Le patron de Tesla, Elon Musk, va devoir se défendre devant un tribunal américain pour son rôle dans l'acquisition controversée du fabricant de panneaux solaires SolarCity, lors d'un procès débutant lundi. Le multimilliardaire est poursuivi par des investisseurs qui estiment qu'il a failli à ses devoirs quand il a décidé que Tesla rachèterait, en 2016, SolarCity pour 2,6 milliards de dollars. Son procès se tient devant un juge unique d'une Cour du Delaware, où est basée juridiquement l'entreprise, et devrait durer environ deux semaines. Elon Musk doit y témoigner, a indiqué un représentant du tribunal sans donner de jour sur son apparition. La presse anglo-saxonne évoque de son côté une apparition dans la journée de lundi. Les membres du conseil d'administration de Tesla, également poursuivis, ont, eux, choisi de régler l'affaire en 2020 en versant 60 millions de dollars, sans admettre de culpabilité. Elon Musk n'a pas souhaité prendre part à cet accord.

Plainte en nom collectif

Les investisseurs qui ont



porté plainte en nom collectif contre lui, principalement des fonds de pension, lui reprochent de ne pas avoir servi leurs meilleurs intérêts et d'avoir gâché des biens de Tesla en rachetant SolarCity en 2016, alors même que cette entreprise était loin d'être rentable et fortement endettée. Elon Musk était alors président du conseil d'administration des deux entreprises et possédait des parts de SolarCity, une société cofondée par deux cousins suite à sa suggestion. Pour les plaignants, le rachat était simplement une façon d'aider SolarCity, qui était prêt à faire faillite. Ce qui a profité à Elon Musk, son frère, ses cousins et à quelques personnes au sein de Tesla, au détriment du groupe et de ses actionnaires minoritaires. Ils demandent des

dommages, sans préciser de montant. Le bien-fondé de la transaction avait déjà été mis en doute par des actionnaires à l'époque: Tesla avait perdu plus de 3,4 milliards de dollars de valorisation boursière lors de la seule séance ayant suivi les premières informations sur l'opération. Mais ils avaient fini par se laisser convaincre et par donner leur feu vert. Le procès doit notamment déterminer si Elon Musk, qui possédait environ 22% des droits de vote à l'époque, peut être considéré comme contrôlant la société. S'il arrive parfois que le juge du tribunal en question donne sa décision à la fin du procès, il la rend en général par écrit à une date ultérieure, a souligné le représentant du tribunal.

(AFP)

JO de Paris 2024

Sanofi devient sponsor premium

Sanofi devient sponsor des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. L'arrivée de ce nouveau sponsor fait grimper à 600 millions, sur les 1,1 milliard d'euros attendus, les recettes de sponsoring

Nouveau sponsor, pour les JO de Paris 2024 ! Après Orange, EDF, BPCE, Sanofi s'inscrit parmi les plus gros contributeurs, s'ajoutant à la liste de ces sponsors dit "premium", qui dépensent chacun quelque cent millions d'euros dans le cadre d'un tel partenariat. L'arrivée de ce nouveau sponsor fait grimper à 600 millions, sur les 1,1 milliard d'euros attendus, les recettes de sponsoring, a précisé à l'AFP le comité d'organisation des JO de Paris 2024 (Cojo), qui doit annoncer un nouveau partenaire d'ici la fin de semaine. "Je suis heureux qu'une entreprise française leader comme Sanofi rejoigne l'aventure de Paris 2024", a affirmé Tony Estanguet, président du comité d'organisation, cité par le communiqué. "Nous partageons les mêmes valeurs d'exigence, de créativité et de partage, et la même volonté d'être utiles", a-t-il ajouté. Très critiqué pour le retard de son vaccin anti-Covid, mais aussi pour près de 400

suppressions d'emplois dans la recherche, selon les syndicats, le laboratoire Sanofi a réalisé 12,3 milliards d'euros de bénéfice en 2020. Fin juin, il a annoncé qu'il allait investir deux milliards d'euros d'ici cinq ans dans la recherche et le développement sur l'ARN messenger, pour prendre le virage de cette technologie innovante à l'origine des premiers vaccins contre le Covid-19. "Paris 2024 représente une opportunité formidable pour fédérer nos collaborateurs autour de valeurs partagées avec l'olympisme telles que l'inclusion et la diversité, l'ouverture au monde mais aussi le courage, la volonté et l'excellence", a déclaré Paul Hudson, directeur général de Sanofi, aussi cité par le communiqué. La semaine dernière, Paris 2024 avait annoncé un partenariat avec le cabinet d'audit et de conseil PwC. Le comité d'organisation a un budget de 3,9 milliards d'euros, qui repose sur trois sources: la contribution du CIO (comité international olympique),

les recettes de billetterie et le sponsoring prévu à hauteur de 1,1 milliard d'euros. Dans un référé publié fin juin, adressé au Premier ministre, la Cour des comptes, a demandé aux organisateurs des JO de plancher sur "des scénarios de redimensionnement des dépenses" au regard des recettes afin d'en garantir l'équilibre budgétaire. S'agissant du Cojo, la Cour des comptes expliquait qu'il "existe des incertitudes sur le niveau des recettes", en dépit d'un surplus versé par le CIO que "ce dernier doit officialiser". "L'objectif de 1,1 milliard d'euros de partenariats domestiques n'est atteint début 2021 qu'à hauteur de 46%", expliquait la Cour. Fin mars, Tony Estanguet avait assuré aux sénateurs qu'il n'y avait "pas de signal d'alerte" sur ce thème. "On a sécurisé 53% de l'objectif fin 2020", avait-il affirmé. "Notre objectif est de sécuriser les deux tiers des revenus fin 2021", avait-il ajouté.

Avec capital.fr

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier La conjoncture vous sera très favorable pour effectuer des transactions financières ou immobilières importantes. Vous pourrez, par exemple, dénicher la maison de vos rêves à un prix intéressant, ou encore vendre un terrain ou un appartement dans de très bonnes conditions. En revanche, évitez de prendre des risques financiers excessifs.

Taureau Mercure en cet aspect va vous aider à augmenter vos revenus. Mais cette chance ne veut pas dire que vous serez à l'abri de difficultés. Vous risquez en effet de vous montrer très insouciant, de dépenser allégrement ces gains supplémentaires, et de faire preuve de la plus grande négligence dans la gestion de votre budget. Vous risquez de payer fort cher ces erreurs. Ce ne sera pas le moment de jouer les cigales.

Gémeaux Veillez à ne pas vous lancer dans des dépenses non indispensables, si petites soient-elles, car elles sont susceptibles en ce moment de déséquilibrer votre budget et de vous causer des soucis qui auraient pu être évités avec un peu de clairvoyance. Sachez que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque).

Cancer Sur le plan financier, vos chances seront assez bonnes, et une gratification imprévue pourrait venir à point nommé pour vos dépenses imprévues également. Cela dit, n'espérez tout de même pas gagner un pactole !

Lion Dame Chance vous sourira ce jour. Il s'agira probablement mais pas nécessairement d'une bonne rentrée d'argent ; ce pourra être quelque chose d'autre d'également très agréable. Profitez-en à fond en vous disant que cela ne peut arriver tous les jours. "Il faut gouverner la Fortune comme la santé : en jouir quand elle est bonne, prendre patience quand elle est mauvaise" (La Rochefoucauld).

Vierge Le secteur associé à l'argent sera favorisé. Vous saurez gérer efficacement votre budget. Si vous sortez d'une période de vaches maigres, vous devriez enfin retrouver l'équilibre. Jouez à un jeu de hasard, vous gagnerez très probablement quelque chose ; consultez votre nombre de chance du jour.

Balance Cet aspect de Pluton pourra avoir un fort impact sur votre vie financière. Quelques natifs sauront profiter de la tension engendrée par cette planète pour améliorer leur situation. Mais la plupart d'entre vous risquent au contraire de traverser une assez mauvaise passe. Cela ne durera pas, mais suffira à vous déstabiliser.

Scorpion Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

Sagittaire Sachez que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de bien mauvaises surprises. Ne vous laissez pas aveugler.

Capricorne Quelques planètes, dont surtout Neptune, vont chercher cette fois à vous déstabiliser. Certes, Jupiter vous évitera le pire, mais il vaudra toutefois mieux ne pas tenter le diable. Si vous gérez sagement votre budget et évitez les dépenses inutiles, vos finances seront en équilibre. Mais ceux d'entre vous qui perdront leur habituelle prudence et se laisseront tenter par des achats ou des investissements au-dessus de leurs possibilités, risquent de connaître des problèmes de trésorerie.

Verseau Dans le domaine matériel, gardez-vous de commettre des imprudences ou de vous lancer dans des opérations hasardeuses. En revanche, vous pourrez faire fructifier vos ressources en vous tournant vers les bons vieux placements de "père de famille".

Poissons Vos secteurs d'argent n'accueillent aucune planète, ce qui indique que votre situation sera stable. Mais avec Jupiter, astre de chance, et aussi l'une des planètes les plus fastes sur le plan financier, vous pourrez bénéficier, en plus, d'un petit coup de pouce du sort. Peut-être pourriez-vous, pour une fois, tenter votre chance au jeu ?

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste
du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



agetur - TOGO

Agence d'Exécution des Travaux Urbains à Haute Intensité de Main d'œuvre

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)

Maître d'ouvrage : MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,
DE LA DECENTRALISATION ET DU

DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES (MATDDT)

Maître d'ouvrage délégué : AGETUR - TOGO

AAOI N° 001/PAD3-KfW/AGETUR-TOGO/2021

FINANCEMENT : KfW 506225 BMZ 201667435, PN 3600085% et l'Etat
Togolais : 15%

- Le présent avis peut être consulté sur le site web www.gtai.de. à partir du **18 juin 2021** Il pourra être ensuite consulté sur le site web dncomp-togo.com et dans togopresse.
- Le Gouvernement de la République Togolaise, a obtenu un Don de la Coopération Financière Allemande à travers la KfW pour le financement du Programme d'Appui à la Décentralisation (PAD III) et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer les paiements autorisés au titre des Marchés d'exécution des travaux, objet du présent appel d'offres International.
- Le Gouvernement, en accord avec la KfW, a désigné l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains (AGETUR-TOGO) comme Maître d'Ouvrage Délégué pour gérer, en son nom et pour son compte le PAD III. Dans ce cadre, l'AGETUR-TOGO sollicite des offres sous plis fermés de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la **réalisation des travaux de construction de mairie dans vingt-cinq (25) communes du Togo** répartis en dix (10) lots comme suit :

N° lot	Région	Code commune	Commune	Chef-lieu
1	Savane	S4	Tone 3	Tami
	Savane	S3	Tone 4	Kor bongou
	Savane	S8	Kpendjal Ouest 1	Naki-Est
2	Kara	K2	Kéran 3	Nadoba
	Kara	K13	Doufelgou 2	Défalé
3	Kara	K6	Dankpen 1	Guerin-Kouka
	Kara	K5	Bassar 4	Sanda-Kagbanda
	Centrale	C6	Mô 1	Djarkpanga
4	Kara	K9	Kozah 2	Pya
	Kara	K12	Binah 2	Ketao
	Kara	K16	Assoli 3	Soudou
5	Centrale	C4	Sotouboua 2	Adjengré
	Centrale	C10	Blitta 1	Blitta
6	Centrale	C1	Tchaoudjo 2	Lama-Tessi
	Centrale	C9	Tchamba 3	Kaboli
7	Plateaux	P11	Danyi 2	Elavagnon
	Plateaux	P12	Akébou 1	Kougnohou
	Plateaux	P24	Wawa 3	Okou
8	Plateaux	P19	Ogou 3	Gléi
	Plateaux	P25	Haho 2	Asrama
9	Maritime	M5	Yoto 2	Ahépe
	Maritime	M12	Lac 4	Anfoin
	Maritime	M15	Zio 4	Gapé Centre
10	Plateaux	P8	Agou 1	Agou-Gadjepe
	Maritime	M13	Zio 2	Kovié

Le délai d'exécution de chacun des dix (10) lots est au plus de **neuf (09) mois**.

Un candidat pourra soumissionner pour tous les lots mais il ne peut être attributaire que de deux (02) lots au plus.

Les variantes ne sont pas autorisées.

- La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert international tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application *ainsi que conformément aux nouvelles Directives de passation de marchés, version du Janvier 2021 pour la Passation de Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération Financière avec des Pays Partenaires de la KfW*
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction Technique de l'AGETUR-TOGO à Lomé, au 1337 boulevard Jean PAUL II Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 et examiner le dossier d'appel d'offres à la même adresse à partir du 18 juin aux heures ouvrables TU.

- Les exigences en matière de qualifications techniques sont définies pour chaque lot et détaillées dans les DPAO.
- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA** à l'adresse ci-dessus. La méthode de paiement sera un virement sur le n° **TG055 01701 121400335602 69** au nom de AGETUR-TOGO/FONCTIONNEMENT à Ecobank. Une copie du DAOI ainsi qu'un support électronique dudit DAOI seront remis aux candidats sur présentation du bordereau de virement des frais de dossier.
- Les offres devront être soumises sous pli cacheté avec la mention : « **PAD III : LOT N°.....** », à l'adresse ci-après : 1337 boulevard Jean PAUL II Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 au plus tard le **02 août 2021 à 9h30 TU**. Les dépôts électroniques ne seront pas admis. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission correspondante au lot pour lequel le candidat soumissionne comme suit :

N° lot	Région	Code commune	Commune	Chef-lieu	Montant de la garantie (FCFA)
1	Savane	S4	Tone 3	Tami	12 000 000
	Savane	S3	Tone 4	Kor bongou	
	Savane	S8	Kpendjal Ouest 1	Naki-Est	
2	Kara	K2	Kéran 3	Nadoba	8 000 000
	Kara	K13	Doufelgou 2	Défalé	
3	Kara	K6	Dankpen 1	Guerin-Kouka	12 000 000
	Kara	K5	Bassar 4	Sanda-Kagbanda	
	Centrale	C6	Mô 1	Djarkpanga	
4	Kara	K9	Kozah 2	Pya	12 000 000
	Kara	K12	Binah 2	Ketao	
	Kara	K16	Assoli 3	Soudou	
5	Centrale	C4	Sotouboua 2	Adjengré	8 000 000
	Centrale	C10	Blitta 1	Blitta	
6	Centrale	C1	Tchaoudjo 2	Lama-Tessi	8 000 000
	Centrale	C9	Tchamba 3	Kaboli	
7	Plateaux	P11	Danyi 2	Elavagnon	12 000 000
	Plateaux	P12	Akébou 1	Kougnohou	
	Plateaux	P24	Wawa 3	Okou	
8	Plateaux	P19	Ogou 3	Gléi	8 000 000
	Plateaux	P25	Haho 2	Asrama	
9	Maritime	M5	Yoto 2	Ahépe	12 000 000
	Maritime	M12	Lac 4	Anfoin	
	Maritime	M15	Zio 4	Gapé Centre	
10	Plateaux	P8	Agou 1	Agou-Gadjepe	8 000 000
	Maritime	M13	Zio 2	Kovié	

La garantie de soumission exigée devra être une garantie bancaire délivrée par une banque dans l'espace UEMOA ou toute autre banque ayant une correspondance dans l'espace UEMOA

- Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent **vingt (120) jours** à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et aux DPAO.
- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le lundi 02 août à 10h00 TU** à l'adresse suivante : Salle de réunion de l'AGETUR-TOGO, 1337 boulevard Jean PAUL II Lomé – Tél. : (+228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84.
- Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'AGETUR-TOGO,
1337, boulevard Jean Paul II LOME TOGO

Tél. : (228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84 e-mail : ageturinfo@yahoo.fr / caholou@gmail.com

La Direction Générale

Momboza HALAOUI

Premier semestre 2021

L'ANVT fait la revue de ses activités

L'Agence Nationale du Volontariat au Togo, organise à partir de ce 14 juillet jusqu'au 16 juillet à Lomé, la revue de ses activités du premier semestre.

Devenue presque une tradition, faire périodiquement la revue de ses activités entre dans le cadre du mécanisme de planification et suivi-évaluation des activités de l'Agence, qui lui permet d'assurer une gestion efficace et pérenne du dispositif de pilotage et d'optimiser la contribution du volontariat national. Cette revue semestrielle a pour objectif, d'apprécier les résultats au premier semestre de la mise en œuvre du Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) dans son ensemble, d'échanger autour de la planification du deuxième semestre et les perspectives, d'échanger autour des aspects opérationnels de mise en œuvre, de mobilisation, du suivi-accompagnement et de la formation des VN et de faire le bilan à mi-parcours des activités de communication. Honorant toujours de sa présence à ces revues, Omar AGBANGBA, le Directeur Général de l'ANVT a dans son mot d'ouverture, souhaité une participation active de la part de l'assistance afin d'apprécier les résultats obtenus, de relever les insuffisances et de les corriger. Il a souhaité que les travaux de la revue, se déroule dans le respect strict des mesures barrières édic-



tés contre la Covid-19. La méthodologie adoptée pour les travaux de cette revue se présentera comme suit : exposés/présentations (avec support PowerPoint au besoin) ; échanges/débats autour des présentations et points inscrits à l'ordre de la rencontre ; organisation des travaux en atelier et restitution en plénière (au besoin) et enfin, une synthèse des échanges et résolutions. En termes de résultats obtenus pour ce premier semestre, l'on peut retenir du côté de la mobilisation des volontaires pour le compte de l'année 2021, la mobilisation effective de 8 853 jeunes volontaires (VEC, VS et VNC), sur la valeur cible 2020 prévue pour 8 796 jeunes volontaires. 213 emplois créés pour les jeunes, sur la valeur cible 2020 prévue pour 500. 8224 sur 8796 personnes vulnérables, ont bénéficié d'emploi temporaires notamment les volon-

taires d'engagement citoyen, les volontaires seniors, etc. Il faut aussi noter que pour le compte du premier semestre, l'ANVT a accueilli deux délégations (Tchadienne et Nigérienne), venus s'inspirer de l'expérience de l'ANVT ; l'Agence a accompagné la GIZ sur le « Projet de renforcement des capacités, de planification et de maîtrise d'ouvrage des communes du Togo à travers le volontariat » Ainsi 14 volontaires ont été déployés dans les communes que GIZ intervient, etc. Cette revue semestrielle qui va durer 3 jours, connaît la participation des Directeurs/ Chefs services et Responsables au niveau de la direction générale et des Superviseurs/Chargés de suivi et Chargés de communication au niveau des Centres Régionaux de Volontariat.

Avec togoanvt.org

PSG

Gianluigi Donnarumma dévoile ses ambitions

Nouveau joueur du club de la capitale, le gardien italien a évoqué sa joie d'avoir rejoint les Rouge-et-Bleu, ses ambitions et son premier contact avec Mauricio Pochettino.

Gianluigi Donnarumma (22 ans) est depuis ce mercredi 14 juillet un joueur du Paris Saint-Germain. Un joli coup réalisé par les Rouge-et-Bleu puisque le gardien champion d'Europe avec l'Italie (et meilleur joueur de l'Euro 2020) est arrivé libre de tout contrat. Une belle opération également pour l'ancien Rossonero qui, en

plus d'avoir ravi son banquier (il devrait toucher 12 M€ annuels), rejoint l'un des clubs les plus ambitieux de la scène européenne. « J'ouvre un nouveau chapitre de ma vie, j'ai beaucoup grandi à Milan, et maintenant je me sens prêt pour cette nouvelle aventure ici. Paris est l'un des meilleurs clubs au monde, donc je suis fier d'être ici, et j'espère pouvoir y accomplir de grandes

choses. J'ai beaucoup regardé les matches de Paris à la télévision parce que ça a toujours été une équipe incroyable. C'est normal de rêver d'évoquer un jour avec tous les champions qui sont ici. Donc pour moi, c'est quelque chose d'incroyable », a-t-il déclaré sur le site officiel du PSG.

Avec footmercato.net

Lutte contre les expéditions illégales

Vers la détection des transferts de déchets dangereux

L'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) lancent, le 12 juillet 2021, un nouveau projet pour renforcer la capacité de détection des transferts illégaux de plastique et de déchets dangereux.



● Junior AREDOLA

L'OMD et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont lancé un nouveau projet visant à améliorer la capacité des organismes chargés de faire respecter la loi à lutter contre les expéditions illégales de plastique et de déchets dangereux dans la chaîne d'approvisionnement du commerce de marchandises. Le projet fait partie du Programme de contrôle des conteneurs (CCP), dans le cadre duquel les deux organisations ont créé et formé des unités de contrôle portuaire (PCU) et des unités de contrôle du fret aérien (ACCU) dans les principaux ports maritimes et aéroports. Les PCU et ACCU sont des "unités conjointes" réunissant des agents des douanes et d'autres agents des services répressifs nationaux de police, de la Drug Enforcement Agency, de l'Agence de l'environnement, l'Agence de la sécurité aérienne, etc. Ces dernières années, les unités de contrôle portuaire (PCU) du monde entier ont signalé de nombreuses saisies de plastique et de déchets dan-

gereux. En 2020, elles ont intercepté plus de 630 tonnes métriques de déchets. Le nouveau Projet, connu sous le nom de "Projet de PCC sur la lutte contre le trafic illégal de déchets dangereux" et bénéficiant du soutien financier de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad), permettra de combler les lacunes existantes dans l'application effective des réglementations sur le mouvement des déchets. Le projet a démarré le 15 juin 2021 par une réunion de lancement à laquelle ont participé des représentants de plusieurs organisations internationales. Elle a permis aux participants de prendre connaissance des conclusions des évaluations techniques réalisées par l'équipe du PCC conjointement avec les autorités du Cambodge, de la Malaisie, des Philippines, de la Thaïlande et du Vietnam, et de discuter de la coopération aux niveaux national, régional et international. M. Stig Traavik, directeur du département du climat, de l'énergie et de l'environnement à Norad, a ouvert la réunion et a déclaré qu'"en arrêtant les transferts de déchets dange-

reux, nous pouvons empêcher que les matières dangereuses ne finissent dans des endroits où elles contaminent l'environnement et posent des risques pour la santé des gens. Le projet CCP est une initiative très importante et opportune et Norad est fière de la soutenir, dans le cadre du programme de développement norvégien de lutte contre les déchets marins et les microplastiques." En plus de fournir une assistance technique liée au commerce illicite et la sécurité des frontières au sens large, les experts du PCC visent à encourager la coopération en mettant l'accent sur les aspects humains et environnementaux du commerce illicite de plastique et de déchets dangereux, ainsi que sur son impact sur le revenu national et le commerce légal. L'initiative PCC complète les efforts développés dans le cadre du Projet sur la gestion des déchets en région Asie/Pacifique, qui vise à renforcer la capacité des administrations douanières à atténuer et à répondre de manière appropriée aux menaces environnementales dans la région Asie/Pacifique.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



**Zéro
frais**
1-31 juillet

Avec Rapidtransfer, recevez de l'argent sans frais pour la Tabaski

Vos proches en Europe vous envoient
de l'argent sans frais pour la Tabaski

**0% sur les 5 premières transactions du
1 au 31 juillet avec le code promo Tabaski21**

Recevez de l'argent instantanément sur votre compte
bancaire, portemonnaie électronique, dans n'importe
quelle agence Ecobank ou Point Xpress agréé.

Rapidtransfer

Mon argent. Mon Afrique.

ecobank.com



Ecobank
La Banque Panafricaine